

[Texte]

of Nanaimo have some concern about this kind of development.

Is Canada open for these kinds of transfers of smelting processes from newly industrialized countries when they are in fact maybe even transferring the technology here? Did it become a part of the EARP process, this particular plant, this concept of the smelter coming to Canada and then gaining government support? Was there appropriate assessment done, and does anyone from the department know about that specific instance?

**Mr. Bouchard:** Mr. Robinson must know that.

**Mr. R.M. Robinson (Executive Chairman, Federal Environmental Assessment Review Office, Environment Canada):** I thank you for your confidence, sir.

I am aware that the Western Diversification Office did, as a part of its review of the application for funding support, undertake through a consultant an analysis of the environmental implications and in consultation with Environment Canada. There was a considerable amount of exchange between the regional officials of Environment Canada in B.C. and Western Diversification on this particular subject.

You were perhaps also aware that the Environment Ministry of B.C. was also involved in that analysis, and indeed there was, if I remember correctly, a public meeting conducted by the B.C. authorities in Nanaimo on the same subject.

It was the decision of the Western Diversification Office under the EARP not to refer the project for public review by a panel, on the basis of the advice they received both through the Environment Ministry of B.C. and through Environment Canada. The conclusion was simply that the potential adverse effects could be contained by the proposed technology and that the site they had chosen was an acceptable one, or could be rendered so by the mitigating measures proposed. I am simply repeating the report my staff gave me from B.C. I have no direct personal knowledge beyond what I have just given you.

• 1935

**Mr. Wenman:** This would fall under the EARP guidelines, I understand, because of the federal government's direct participation with funding. Are you saying in effect then that you were consulted and that Western Diversification is acting as an agent of the Department of Environment? Has the Department of Environment given its stamp of approval to the work done by Western Diversification? As far as you are concerned, should it proceed?

**Mr. Robinson:** I am saying is under the EARP, as the minister was explaining earlier, it is the responsibility of

[Traduction]

trouve que c'est une excellente initiative politique. On l'annonce même pendant la campagne électorale, mais ce genre de chose ne plaît pas tellement aux gens de la région de Nanaimo.

Le Canada est-il prêt à accepter que les nouveaux pays industrialisés transfèrent ainsi leurs hauts fourneaux chez nous, même s'ils transfèrent en même temps la technologie? Le feu vert à cette usine, à ce haut fourneau qui devait venir s'installer au Canada avec l'approbation du gouvernement, ce feu vert a-t-il été donné dans le cadre du PEEE? A-t-on procédé à une évaluation correcte, et quelqu'un du ministère est-il au courant de ce cas particulier?

**M. Bouchard:** M. Robinson doit être au courant.

**M. R.M. Robinson (président exécutif, Bureau fédéral des examens des évaluations environnementales, Environnement Canada):** Merci de votre confiance.

Je sais que le Bureau de diversification de l'économie l'Ouest, dans le cadre de la demande d'aide au financement, a fait faire une analyse de l'impact environnemental par un expert-conseil en consultation avec Environnement Canada. Les autorités régionales d'Environnement Canada en Colombie-Britannique et celle du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest ont énormément communiqué sur cette question particulière.

Vous savez peut-être aussi que le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique a aussi participé à cette analyse, et même que les autorités de Colombie-Britannique ont organisé, si je me souviens bien, une réunion publique à Nanaimo sur ce même sujet.

Le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest a décidé, dans le cadre du PEEE, de ne pas soumettre ce projet à l'examen public, en se fondant sur les avis qui lui avaient été communiqués par le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique et par Environnement Canada. Les autorités ont en effet conclu que la technologie envisagée permettrait de neutraliser les effets néfastes de ce projet, et que le site choisi était acceptable ou pouvait le devenir moyennant les aménagements envisagés. Je répète simplement le rapport que m'a fait mon personnel. Je n'ai pas d'autres précisions directes sur la question.

**M. Wenman:** Je pense que cela relève des directives du PEEE, puisque le gouvernement fédéral participe directement au financement. Vous voulez dire que vous avez été consulté et que le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest sert d'agent du ministère de l'Environnement? Celui-ci a-t-il approuvé les travaux effectués par le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest? Doit-il aller de l'avant à votre avis?

**M. Robinson:** Ce que je dis, c'est qu'en vertu du PEEE, comme le ministre l'expliquait tout à l'heure, c'est au